

**Didier Rammelaere**

---

Commissaire aux Comptes

2, rue des Trois Notre Dame  
16000 Angoulême  
Tél : 05 45 95 04 00  
Fax : 05 45 95 43 34

**Association F.C.O.L.**

14, rue Marcel Paul

16000 ANGOULEME

**RAPPORTS  
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**PRESENTES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
DU 1er JUILLET 2025**

**EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024**

**Association F.C.O.L.**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS « CONSOLIDÉS »  
(Exercice clos le 31 décembre 2024)**

Mesdames, Messieurs,

**Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale réunie le 29 août 2023, j'ai effectué l'audit des comptes annuels « consolidés » de l'Association F.C.O.L. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels « consolidés » sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Règles et principes comptables***

L'annexe expose les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes annuels. Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié le caractère approprié de ces méthodes et les informations fournies dans les notes de l'annexe, et je me suis assuré de leur correcte application.

### **Vérification du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux adhérents**

J'ai procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité

d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration dans ses séances des 18 mars 2025 et 27 mai 2025.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angoulême, le 16 juin 2025

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, loopy 'D' followed by a stylized 'R' and a horizontal line.

Didier RAMMELAERE

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	37 008	32 709	4 299	2 782
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>TOTAL</b>	<b>37 008</b>	<b>32 709</b>	<b>4 299</b>	<b>2 782</b>
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	3 048		3 048	3 048
Actif circulant	Constructions	8 453 979	4 698 004	3 755 975	2 967 555
	Inst. techniques, mat.out.industriels	1 820 257	1 553 296	266 960	223 064
	Immobilisations corporelles en cours	543 195		543 195	530 406
	Avances et acomptes	2 045		2 045	
	<b>TOTAL</b>	<b>10 822 526</b>	<b>6 251 301</b>	<b>4 571 225</b>	<b>3 724 075</b>
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières et				
	Participations et créances rattachées	3 423		3 423	3 370
	Autres titres immobilisés	15 759		15 759	15 498
	Prêts	224 231		224 231	186 734
	Autres	2 594		2 594	2 594
	<b>TOTAL</b>	<b>246 009</b>		<b>246 009</b>	<b>208 198</b>
	<b>Total</b>	<b>11 105 544</b>	<b>6 284 010</b>	<b>4 821 533</b>	<b>3 935 056</b>
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances <sup>(2)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	495 175	15 485	479 690	263 528
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	306 852		306 852	421 998
	<b>TOTAL</b>	<b>802 028</b>	<b>15 485</b>	<b>786 542</b>	<b>685 527</b>
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	178 863		178 863	178 863
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	6 469 907		6 469 907	7 401 389
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	39 370		39 370	51 273
	<b>Total</b>	<b>7 490 169</b>	<b>15 485</b>	<b>7 474 683</b>	<b>8 317 053</b>
Renvois	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
<b>TOTAL DE L'ACTIF ((I)+(II)+(III)+(IV)+(V))</b>		<b>18 595 713</b>	<b>6 299 496</b>	<b>12 296 217</b>	<b>12 252 110</b>
(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

*DL*

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	58 166	58 166
	Fonds propres complémentaires	82 028	82 028
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	209 468	209 468
	Écarts de réévaluation	73 404	73 404
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	274 941	283 144
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 438 679	3 450 755
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>3 438 679</i>	<i>3 450 755</i>
Autres fonds propres	Report à nouveau	881 224	933 789
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>942 270</i>	<i>958 267</i>
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	101 185	-72 844
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>101 185</i>	<i>-72 844</i>
	Situation nette (sous-total)	5 119 099	5 017 913
Fonds dédiés	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	984 967	1 069 598
	Provisions réglementées	268 735	232 986
Total I		6 372 802	6 320 499
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	2 089 374	2 108 570
Total II		2 089 374	2 108 570
Provisions	Provisions pour risques	50 000	50 500
	Provisions pour charges	956 115	906 870
Total III		1 006 115	957 370
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	975 004	1 100 364
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	644 845	583 946
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	837 496	808 122
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	24 655	21 669
	Instruments de trésorerie		
Dettes	Produits constatés d'avance	345 923	351 567
	Total IV	2 827 925	2 865 670
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		12 296 217	12 252 110
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	6 083	6 757
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	2 729 652	2 852 830
	<i>dont parrainages</i>	130 022	153 453
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	7 404 256	7 235 741
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	24 612	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	333 716	512 087
	Utilisations des fonds dédiés	50 149	68 298
	Autres produits	307 420	298 516
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		10 855 890	10 974 231
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	1 310	2 358
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes <sup>(1)</sup>	3 086 976	3 442 503
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	554 852	597 421
	Salaires et traitements	4 808 355	4 784 754
	Charges sociales	1 821 735	1 814 453
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	358 244	319 430
	Dotations aux provisions	170 914	102 791
	Reports en fonds dédiés	30 953	28 997
	Autres charges	7 878	47 361
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		10 841 220	11 140 073
1. Résultat d'exploitation - (II)		14 670	-165 841

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	47 849	39 404
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	47 849	39 404
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	30 560	26 411
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
Produits exceptionnels	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	30 560	26 411
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	30 560	26 411
	2. Résultat financier (III-IV)	17 288	12 993
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	31 959	-152 847
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	29 361	53 911
	Sur opérations en capital	87 131	83 276
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	116 492	137 188
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	2 340	19 585
	Sur opérations en capital	35 748	31 563
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	38 089	51 149
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	78 402	86 039
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
VII			
VIII		9 176	6 036
Total des produits (I + III + V)		11 020 232	11 150 825
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		10 919 047	11 223 669
EXCÉDENT OU DÉFICIT		101 185	-72 844
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		101 185	-72 844
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			17 958
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			17 958
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			17 958
Personnel bénévole			
Total			17 958

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

# Fédération Charentaise des Œuvres Laiques (FCOL)

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le**

**31 décembre 2024**

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes  
012

Ce rapport contient 15 pages

## Table des matières

1	Informations concernant l'association
1.1	Objet social
2	Faits majeurs de l'exercice
2.1	Evénements principaux de l'exercice
2.2	Principes, règles et méthodes comptables
2.2.1	Présentation des comptes
2.2.2	Méthode Comptable
2.2.2.1	<i>Méthode générale</i>
2.2.2.2	<i>Changements des méthodes comptables et impacts sur les comptes annuels</i>
3	Informations relatives au bilan
3.1	Actif
3.1.1	Tableau des immobilisations
3.1.2	Tableau des amortissements
3.1.3	Immobilisations financières
3.1.4	Créances
3.1.5	Tableau des dépréciations d'actifs
3.2	Passif
3.2.1	Fonds propres
3.2.2	Détermination du résultat effectif et administratif
3.2.3	Subventions d'investissements
3.2.4	Provisions réglementées
3.2.5	Provisions pour risques et charges
3.2.6	Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires
3.2.7	Fonds dédiés – Tableaux de suivi
3.2.8	Etat des dettes
4	Informations relatives au compte de résultat
4.1	Ventilation des produits d'exploitation
4.2	Ventilation de l'effectif moyen
4.3	Contributions volontaires en nature
5	Autres informations

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

- 5.1 Honoraires des commissaires aux comptes
- 5.2 Engagements donnés
- 5.3 Information relative à la rémunération des dirigeants

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

## **1 Informations concernant l'association**

### **1.1 Objet social**

L'objet social de notre association est décrit ainsi dans les statuts :

« La F.C.O.L, Fédération Charentaise des Œuvres Laïques, est une association qui existe depuis 1928. Elle est l'antenne départementale de la Ligue de l'Enseignement qui a été créée par Jean Macé en 1866. Elle a l'objectif d'éclairer les citoyens pour qu'ils puissent être acteurs dans la société et de faire en sorte qu'un maximum de personnes accède à l'éducation, à la culture, au sport et aux loisirs. Elle a contribué à la création de l'école publique. Elle accompagne le monde associatif, les établissements scolaires et les territoires dans les projets éducatifs, culturels, sportifs, sociaux et de loisirs. Elle mène de nombreuses actions dans de multiples domaines et gère des sites de loisirs, des centres de vacances et des établissements médico-sociaux.

Former, informer, transformer est sa mission fondamentale. Elle promeut des valeurs de solidarité, de citoyenneté, de fraternité et de laïcité. Elle agit pour une société plus libre, plus humaine et plus fraternelle, en un mot : LAÏQUE. »

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

## 2 Faits majeurs de l'exercice

### 2.1 Evénements principaux de l'exercice

Ouverture de l'établissement Bulle d'R le 02/05/2024 lié par convention avec l'ARS pour la mise en place d'un dispositif de répit rue de l'Hirondelle à Angoulême. Le service bulle d'R est composé de :

- Un service d'hébergement et d'équipe mobile ayant vocation à accueillir et accompagner des enfants en situation de handicap et relevant d'une mesure de protection de l'enfance avec une équipe mobile et une unité d'hébergement.
- Un service d'hébergement ayant vocation à accueillir des enfants en situation de handicap ayant une notification ESMS de type IME/ITEP.

### 2.2 Principes, règles et méthodes comptables

#### 2.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

#### 2.2.2 Méthode Comptable

##### 2.2.2.1 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

**2.2.2.2** *Changements des méthodes comptables et impacts sur les comptes annuels*

Aucun changement de méthode comptable n'a été répertorié sur l'exercice.

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

### 3 Informations relatives au bilan

#### 3.1 Actif

##### 3.1.1 Tableau des immobilisations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	32 689	4 320	0	37 009
Immobilisations corporelles	9 121 985	1 187 758	32 458	10 277 286
Immobilisations financières	208 199	41 475	3 665	246 009
Immobilisations en cours	530 407	494 834	480 000	545 241
<b>TOTAL</b>	<b>9 893 280</b>	<b>1 735 286</b>	<b>523 021</b>	<b>11 105 545</b>

##### 3.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	29 907	2 802		32 709
Immobilisations corporelles	5 928 317	355 442	32 458	6 251 301
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>5 958 224</b>	<b>358 244</b>	<b>32 458</b>	<b>6 284 010</b>

##### 3.1.2.1 Méthode d'amortissement des immobilisations incorporelles

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 et 3 ans

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

### 3.1.2.2 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont représentés par :

- Logiciels : 4 320€
- Agencements et Constructions : 1 036 058€
- Matériels et outillage : 15 343 €
- Matériels de transport : 45 641€
- Matériel de bureau et informatique : 8 572€
- Mobilier : 82 144€

Les sorties réalisées au cours de l'exercice sont représentées par :

- Mobilier : 32 458€

### 3.1.2.3 Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	2 à 50 ans
Installations techniques	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 20 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 20 ans

### 3.1.2.4 Informations relatives à la réévaluation

Date de la réévaluation : 1993

L'immeuble situé 14, rue Marcel Paul à Angoulême a fait l'objet en 1993 d'une réévaluation qui apparaît au passif des capitaux propres à hauteur de 73 405 €. Cet écart ne fait pas l'objet de reprise au compte de résultat de la FCOL.

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

### 3.1.3 Immobilisations financières

Type d'immobilisations	Valeur
Participations	3 423
Créances rattachées à des participations	15
Autres titres immobilisés	15 745
Autres immobilisations financières	22
Prêts	224 232
Dépôts et cautionnements	2 572

### 3.1.4 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances moins d'1an	Echéances à plus d'1an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	224 231	3 878	220 353
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	495 175	495 175	
Autres	306 852	306 852	
Charges constatées d'avance	39 370	39 370	
<b>TOTAL</b>			
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			
(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours			

Document soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

3.1.5 Tableau des dépréciations d'actifs

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations				
Stocks				
Créances	12 018	6 965	3 497	15 486

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

## 3.2 Passif

### 3.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
Fonds propres statutaires	58 167	0	0	58 167
Fonds propres complémentaires	82 028	0	0	82 028
Fonds associatifs sans droit de reprise	-			
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>	-			
Fonds propres statutaires	-			-
Fonds propres complémentaires	209 469	0	0	209 469
Apports	-			-
Legs et donations	-			-
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	-			-
<b>Ecarts de réévaluation</b>	73 405	0	0	73 405
<b>Réserves</b>				
Réserves statutaires ou contractuelles	283 145	512	8 715	274 941
Réserves pour projet de l'entité				
Réserves				
Autres	3 450 756	101 817	113 893	3 438 680
<b>Report à nouveau</b>	933 789	44 459	97 023	881 225
<b>Dont report à nouveau des activités sous gestion contrôlée</b>	958 268	44 459	60 457	942 270
<b>Excédents ou déficits</b>	-72 844	305 106	131 077	101 185
<b>Dont résultat des activités sous gestion contrôlée</b>	-28 074	287 749	38 164	221 512

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

## 3.2.2 Détermination du résultat effectif et administratif

Libellé	Résultat comptable	Reprise résultat affecté à la réduction des charges d'exploitation	Reprise de déficit antérieur	Compensation des charges d'amortissement	Reprise résultat affecté au financement des mesures d'exploitation	Résultat compte administratif	Dont var.congés à payer
OASIS	335,37 €					335,37 €	
SESSAD	12 011,03 €					12 011,03 €	619,53 €
IME	49 652,97 €		38 499,00 €	26 760,52 €		15 606,55 €	12 161,00 €
SAJA	18 360,29 €					18 360,29 €	1 461,00 €
CMPP	234 733,69 €					234 733,69 €	31 412,64 €
BULLE D'R	5 724,62 €					5 724,62 €	32 117,00 €
<b>Total établissement sous gestion contrôlée</b>	<b>221 512,03 €</b>	<b>€</b>	<b>38 499,00 €</b>	<b>26 760,52 €</b>	<b>€</b>	<b>286 771,55 €</b>	<b>53 449,17 €</b>
CENTRE ST LARY	98 889,52 €						
AVEI	19 209,88 €						
SIEGE	2 227,14 €						
<b>Total activité sous gestion propres</b>	<b>120 326,54 €</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>101 185,49 €</b>	<b>€</b>	<b>38 499,00 €</b>	<b>26 760,52 €</b>	<b>€</b>	<b>286 771,55 €</b>	<b>53 449,17 €</b>

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

Le règlement ANC 2019-04 prévoit désormais le traitement des charges ou produits de variations congés payés dans l'affectation du résultat administratif et non dans sa détermination comme le prévoyait l'avis 2007-05 du CNC.

## 3.2.3 Subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subvention d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	2 001 821			2 001 821
Quote-part virées au résultat	932 223	84 631		1 016 854
Montant net en fonds propres	1 069 598		84 631	984 967

### 3.2.4 Provisions réglementées

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions réserve de trésorerie	21 0000	0	0	21 000
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Différence sur réalisation d'immobilisation	5 524	0	0	5 524
Provisions afférentes aux plus-values nettes d'actif circulant	206 463	35 749	0	242 212
<b>TOTAL</b>	<b>232 987</b>	<b>35 749</b>	<b>0</b>	<b>268 736</b>

### 3.2.5 Provisions pour risques et charges

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	50 500		500	50 000
Provisions pour charges	906 870	163 949	115 204	956 115
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire				
<b>TOTAL</b>	<b>957 370</b>	<b>163 949</b>	<b>115 704</b>	<b>1 006 115</b>

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

### 3.2.6 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Non provisionné et non externalisé	Provisionné	TOTAL
I. D. R.	318 745	537 752	856 497
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

— Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

- Taux d'actualisation : 3.1 %
- Taux de turnover faible
- Taux de charges sociales : 46,44%

### 3.2.7 Fonds dédiés – Tableaux de suivi

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

#### 3.2.7.1 Subventions de fonctionnement affectées

Libellés	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Utilisation en cours d'exercice (remboursement)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
		A	B	C	D	E = A-B-C+D
Subvention d'exploitation	1 047 480 €	1 047 480 €	2 997 €			1 044 483 €
Fonds dédiés à l'investissement	1 061 090 €	1 061 090 €	47 151 €		30 954 €	1 044 892 €
Contributions financières d'autres organismes						- €
Ressources liées à la générosité du public						
<b>TOTAL</b>	<b>2 108 570 €</b>	<b>2 108 570 €</b>	<b>50 148 €</b>	<b>- €</b>	<b>30 954 €</b>	<b>2 089 375 €</b>
Dont fonds dédiés liés à la contribution financières des autorités de tarification aux entités gestionnaire des ESSMS						- €

3.2.8 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	975 004	128 634	353 875	492 496
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	644 845	644 845		
Dettes fiscales et sociales	837 496	837 496		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	24 655	24 655		
Produits constatés d'avance	345 923	345 923		
<b>TOTAL</b>	<b>2 827 923</b>	<b>1 981 553</b>	<b>353 875</b>	<b>492 496</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	126 655			

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

## 4 Informations relatives au compte de résultat

### 4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	2 735 736
Subventions et concours publics	7 404 256
Ressources liées à la générosité du public	24 613
Reprises s/provisions et transferts de charges	333 716
Versements	
Autres produits	357 569
<b>Total</b>	<b>10 855 891</b>

Les subventions et concours publics peuvent être composés le cas échéant de versements financeurs distincts.

### 4.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition	Saisonniers
Cadres	40,49		
Non cadres	83,90		10,00
-			
<b>TOTAL</b>	<b>124,39</b>	<b>-</b>	<b>10,00</b>

### 4.3 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Montant
Contribution en nature personnel bénévole	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

Ce tableau retranscrit les contributions volontaires en nature significatives comptabilisées dans les comptes annuels 2024.

## 5 Autres informations

### 5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	6 830	
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal		Documents soumis au contrôle du Commissaire aux comptes
Honoraires totaux	6 830	

## 5.2 Engagements donnés

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautonnement solidaire		
<b>Nantissement de parts sociales et titres</b>	<b>106 824 €</b>	
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles : <b>-Hypothèques</b>	<b>450 643 €</b>	
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		
<b>Total</b>	<b>557 467</b>	

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes

## 5.3 Information relative à la rémunération des dirigeants

En application de la Loi 2006-586 du 23 Mai 2006, il est signalé que le montant global des rémunérations visées à l'article 20 pour l'exercice 2024 s'élève à : NEANT (la mention de cette information conduirait à divulguer une information individuelle).

**Association F.C.O.L.**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**  
(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre entité, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurai découverte à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé, ni rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Angoulême, le 16 juin 2025



Didier RAMMELAERE